

et qui préfère garnir ses murs de tableaux, de gravures ou de batiks.

En tout cas, nous qui n'avons jamais cru indispensable d'orner notre living-room d'un calendrier quelconque, échappons rarement à

cette perpétuelle question : mais comment peut-on ne pas avoir de calendrier ?

Jean-Pascal Daloz

Massacres à la tronçonneuse

ENTRE 100 et 500 éléphants ont été abattus au Tsavo de février à septembre 1988 ; les optimistes disent qu'il reste encore 500 rhinocéros au Kenya (d'autres disent moins d'une centaine) ; il y en avait environ 20 000 en 1969 ; on en avait dénombré 2 500 dans une réserve tanzanienne en 1976, mais seulement 51 en 1988 (*Weekly Review*, 16/9/88, 23/9/88, 4/11/88).

« L'ivoire est cruel. » Les rondeurs de la force tranquille de Babar sont semble-t-il plus attendrissantes aux âmes pures européennes que les allures de vieux tank rapiécé du « rhino », plus encore menacé, mais pas assez esthétique sans doute pour susciter « une action-de-mobilisation-médiatique-ciblée ». Sont encore moins porteurs (de ce point de vue), mais tout aussi menacés d'extinction, quelques peuples pasteurs ou chasseurs-cueilleurs, comme ces Iks inconnus dont C. Turnbull a porté témoignage ambigu.

La politique de conservation de la faune en Afrique orientale et australe repose encore pour une part sur l'expulsion de leur espace vital (au sens premier du terme) de quel-

ques populations dont le mode de (sur)vie a été décrété incompatible avec l'intérêt supérieur de la zoologie et de l'industrie du tourisme. Bovins trop herbivores, lances et escopettes meurtrières ont été expulsés ; éléphants et rhinos ont eu assez d'herbe, mais trop de 4 × 4, de Kalachnikov, et de Mac Culloch. D'ici peu, il y aura beaucoup trop d'herbe dans les réserves... Cadavres et os s'accumulent dans les savanes et dans les politiques de « protection » élaborées par les experts de la conservation, les autorités publiques et les gestionnaires du tourisme international.

L'héritage colonial

Dans la continuité de la période coloniale, la politique des parcs nationaux et réserves est la résultante de la rencontre de l'indiscutable autorité de la Parole scientifique, parfois associée à une prospective humaniste maladroite (protéger un patrimoine naturel pour les générations futures en sautant pardessus les générations immédiatement présentes), de la quête

anxieuse du profit, si possible en devises (par une gestion commerciale intensive des réserves) et du besoin de repos des guerriers des temps modernes (les cadres dynamiques stressés par le béton de la *City*). A l'époque, l'hédonisme d'une minorité (blanche) fortunée trouvait son exutoire dans la jouissance cynégétique ou visuelle d'espaces étendus décrétés (selon les normes fixées par le colonisateur lui-même) « vacants », dans la disponibilité d'une main-d'œuvre (africaine) décrétée « non civilisée » et donc peu rémunérée, dans la sérénité de celui qui sait pouvoir compter sur l'autorité publique pour faire respecter l'ordre (colonial). Cela signifie notamment expulser les irréductibles « indigènes » qui persistent à parcourir les lieux comme s'ils étaient chez eux avec des troupeaux d'une indécente maigre brouyant l'herbe des grands herbivores qu'ils vont même parfois jusqu'à tuer pour les manger sans demander la moindre permission (c'est-à-dire sans payer la moindre taxe). Le savant s'indigne, le gestionnaire verbalise, tandis que le client applaudit, mais n'écarte pas l'idée de voir quelqu'indigène, pourvu qu'il soit entre Meryl Streep et Robert Redford.

L'expropriation

Le principe ayant été posé de l'incompatibilité en matière d'usage des terres entre paysan ou pasteur et faune sauvage, on déduisit que la conservation des richesses de la Nature passait par l'élimination de l'homme ordinaire. Il avait suffi que le bilan empirique de quelques siècles de coexistence de fait (certes pas toujours pacifique) soit nié par quelques experts dont l'assurance

était à la mesure des incertitudes de leur science écologique. Et puis, poser la question de savoir pourquoi c'est avec l'apogée de la colonisation que la situation se révèle tellement précaire qu'il apparaît nécessaire de créer des « réserves » eût été faire preuve d'impertinence subversive ; on préféra y voir une nouvelle preuve de la supériorité du « civilisé » qui sait prévoir à long terme, sans s'attarder sur le fait que le problème apparaît à court terme, que parce qu'avec l'homme blanc, des moyens de destruction de masse ont été introduits dans ces espaces, bouleversant des équilibres précaires. En fait de prévision, on en était déjà aux remèdes. Et comme pour les élites de la société coloniale, le mal ne pouvait venir d'elles, elles décidèrent en toute logique (et sauf rares exceptions) d'expulser l'autochtone et d'attirer toujours plus de clients « civilisés ». Le bilan aujourd'hui est éloquent : le déclin de la faune accompagne le développement de la réglementation répressive.

Il est encore difficile de faire admettre que dans des espaces ouverts, une politique de conservation n'a de chances de réussir que si elle rencontre un soutien populaire sur le terrain. La politique d'expulsion empêchait une telle adhésion ; celui qui est exproprié ne devient pas spontanément l'auxiliaire du système ou de la cause qui l'a opprimé, au contraire. Or il est celui qui connaît le mieux les lieux ; associé à la politique de protection, il aurait pu en devenir le surveillant efficace ; mais ceci a été trop souvent oublié. Bien plus, le sentiment d'aliénation a été encore accentué par les exigences supposées de la rentabilité. Sous prétexte d'améliorer le rendement commercial, l'autorité publique nationale

s'est affacée au profit d'entrepreneurs privés expatriés, plus experts en gestion hôtelière qu'en gestion faunistique, mais capable de drainer par des circuits multinationaux une clientèle privilégiée pour qui l'aventure n'exclut pas le confort. Double contradiction car à côté du *lodge* doté d'un confort et de services parfaits où consomment et paressent des émanations d'un monde capitaliste (et parfois sud-africain) quotidiennement vilipendé par des politiciens nationaux, la population du village voisin attend toujours l'adduction d'eau, l'électricité, l'hygiène publique, le minimum de survie parfois, services dont la prestation est toujours ajournée au nom de la nécessaire austérité dans un contexte global de pénurie.

Ici, on interdit à la population de clôturer (ça gêne les migrations), là, on s'oppose à l'éradication de la mouche tsé-tsé (les troupeaux domestiques pourraient se développer au détriment de la faune sauvage), partout, on lui restreint son territoire alors que la pression démographique locale et nationale s'accroît (d'où des problèmes d'espace et d'approvisionnement), partout, on lui fait des histoires parce qu'il a tué quelque fauve qui détruisait ses champs. Les dieux sont tombés sur la tête.

Banditisme et destabilisation

Le ridicule a fini par tuer, parfois avec des raffinements d'abjection : des grands herbivores, des Iks, des gardes trop zélés, quelques hommes de main de trafiquants sans scrupules (pléonasme), pas encore des gouvernements, même si « l'autorité publique » est en sérieuse difficulté. Chacun à sa façon constate que la conservation

du milieu cède devant la Loi du Milieu, stimulée par la répression (interdiction de la chasse, de la vente de trophées...); comme souvent, la prohibition sur fond de fragilité de l'autorité augmente la valeur de la demande, doublée par le prix du risque, et aiguise l'imagination des affairistes ; l'État n'a pas les moyens matériels d'un contrôle strict ; parfois aussi sa détermination est affectée par l'implication de notabilités influentes (« le député de Songea a été condamné à neuf ans de prison, le juge l'ayant reconnu coupable de détention illégale de 105 défenses d'éléphants d'une valeur totale de 2,490 millions de shillings. » — *Daily News*, 22/4/88) et de réseaux internationaux élaborés, puisque l'on retrouve ouvertement à l'étranger (pays du Moyen et d'Extrême-Orient) les produits des entreprises de braconnage industriel (« les autorités de Dar es Salaam ont intercepté 184 défenses d'éléphants sur le point d'être exportées illégalement par l'ancien ambassadeur d'Indonésie. » — *Daily News*, 19/1/89).

On en arrive même à formuler l'hypothèse que ce braconnage industriel est une stratégie non seulement affairiste, mais aussi politique, l'objectif pouvant être le financement d'une action subversive (l'UNITA et la filière sud-africaine du « blanchissement » [1] de l'ivoire), la destabilisation discrète d'un gouvernement contesté par des factions revanchardes, quand ce ne serait pas une forme nouvelle de subversion internationale (filiales somalis au Kenya — *Africa Analysis*, 30/9/88). Les succès ponctuellement remportés amènent à penser que l'autorité peut être efficace (« Au cours des trois dernières années, 39 braconniers venant de Zambie ont été tués au cours

d'escarmouches avec les gardes zimbabwéens. » — *Southern African Economist*, 1/3, 6/7/88); ce qui conduit à se demander pourquoi il n'en est pas toujours ainsi. La crédibilité de l'État à l'impuissance sélective est donc menacée d'extinction; le chef ou le notable qui ne respecte pas la règle qu'il a eu le loisir d'élaborer n'est plus respectable; les forces de l'ordre sont des lions de papier (« Massacre à Meru. Des braconniers attaquent l'enclos gardé des rhinos blancs du Parc national de Meru et tuent les 5 animaux. » — *Weekly Review*, 4/11/88).

Retour aux sources : autogestion locale et responsabilité collective

Toute politique volontariste suppose pour réussir un groupe social porteur puissant et influent. Face à l'internationale du braconnage, ni le *Wildlife Lobby* élitiste, ni les entrepreneurs voyageurs, ni les administrations de l'environnement ne font le poids.

Il faut chercher ailleurs la solution et peut-être revenir au point de départ, au temps où la société faisait de la conservation sans le savoir, c'est-à-dire spontanément, localement, « populairement ». L'imagination créatrice est ainsi à l'œuvre, par exemple au Zimbabwe. Outre les mesures d'urgence aux effets aléatoires (ramassage et parcage sous surveillance étroite des rhinos) et (comme cela se fait aussi au Kenya) les élevages expérimentaux traitant la faune sauvage en ressource alimentaire et donc à valeur nutritionnelle et marchande (« mangez du lion ! ») dont les effets à long terme sont mal connus (impact écologique, transformations génétiques — le buffle aux hormo-

nes !), les bases d'une politique de décentralisation de la gestion ont été posées. Organisées en coopératives à participation individuelle volontaire, les communautés de base deviennent propriétaires de la faune, en assurent la gestion dans la perspective de la réalisation (et donc du partage entre coopérateurs) des bénéfices tirés de l'exploitation touristique et commerciale (programme *Campfire*, adopté au Zimbabwe en 1986). Les résultats de cette politique d'intéressement susceptible de garantir la reproduction du cheptel se font toutefois attendre au Zimbabwe (sur des bases différentes, des résultats ont pu être obtenus au Kenya, à Amboseli); il y a des résistances à la mise en place du dispositif, tenant autant de l'inertie bureaucratique que de conflits d'intérêts et des difficultés de la mobilisation populaire.

L'imagination à domicile ne constitue cependant qu'une partie de la réponse. Le trafic d'ivoire est une activité internationale millénaire. La lutte contre le banditisme qui en dérive aujourd'hui doit être à cette mesure. La responsabilité des États où entrent librement les produits du braconnage est directement impliquée; au premier rang d'entre eux, le Japon et les « quatre dragons » marient assez bien technologies de pointe, artisanat traditionnel et absence de scrupules écologiques pour faire des affaires. Mais il serait encore trop facile de transférer la seule responsabilité du trafic sur les champions du libéralisme débridé ou sur les artisans exploités qui travaillent l'ivoire dans les échoppes extrêmes orientales. Cet artisanat, semble-t-il, prospère parce que de génération en génération, de Tartarins en Bidochons, se reproduit dangereusement l'espèce des aventuriers en charters dont les

terrains de chasse de prédilection sont les étalages des « *Curios* » ou « *Souvenirs* », où, armés de billets verts, ils pistent le bibelot exotique qui, du haut du guéridon du vestibule, attestera, pour les générations futures, de leur atavique médiocrité (1).

François Constantin

(1) Il serait bon de relire (et pas seulement de regarder les images) sur ces problèmes :

— ARHEM (K.) *Pastoral Man in the Garden of Eden. The Maasai of the Ngorongoro Conversion Area, Tanzania*, Uppsala, SIAS, 1985.

— MAVENEKA (L.) ed. « Noah, Noah, where are you now » (Cover Story), *Southern African Economist*, 1 (3), 6-7/1988.

— PARKER (I.), AMIN (M.) *Ivory Crisis*, Londres, Chatto & Windus, 1983.

— PENNY (M.) *Rhinos, endangered Species*, Londres, Christopher Helm, 1987.

— ROSS (K.) *Okavango, Jewel of the Kalahari*, Londres, BBC Books, 1987.

— YEAGER (R.), MILLER (N.M.) *Wild-life, Wild Death. Land Use and Survival in Eastern Africa*, Albany, SUNY Press, 1986.

Les études africaines en République fédérale d'Allemagne

A PRÈS celui de Christian Coulon sur l'Espagne, cet article traitant de l'Allemagne fédérale est la poursuite de la série d'études que Politique africaine entend consacrer aux recherches africanistes dans les pays où celles-ci, pour diverses raisons, sont peu développées ou mal connues à l'extérieur. Au gré des circonstances et des rencontres, notre revue souhaite ainsi contribuer à la connaissance de travaux et de problématiques qui méritent d'être mieux connus par la communauté africaniste.

De tous les pays de l'Europe de l'Ouest, l'Allemagne fédérale est peut-être celui où l'on a le plus de difficultés à se faire une idée relativement précise des recherches africanistes qui y ont cours. Réelle, la barrière que constitue la langue n'explique pas tout. Le problème tient sans doute davantage au manque de « visibilité » de ces recherches d'une part, et, d'autre part, à la dispersion des structures qui s'intéressent à l'Afrique d'un point de vue scientifique. Quoi qu'il en soit, prévaut l'impression que l'africanisme (?) allemand est en crise. Les facteurs qui y concourent sont nombreux.

Sur un plan de politique générale, l'Afrique est d'un intérêt relativement mineur pour la diplomatie allemande. A l'inverse de ce qui s'est passé en France, la colonisation allemande — beaucoup plus limitée dans le temps et dans l'espace que la française ou la britannique — n'a pas engendré un intérêt scientifique soutenu pour l'Afrique noire (1). Une exception est toutefois à faire en ce qui con-

(1) Que cet intérêt ait, en France et en Grande-Bretagne, suivi parfois des desseins politiques et idéologiques est incontestable, mais cela ne change rien à la question qui nous préoccupe ici.